

Initiatives ministérielles

vient régulièrement à la période des questions, mais c'est peine perdue. M. Moscovitch, de l'Université Carleton, a présenté les résultats de ses recherches au Comité permanent des finances des Communes. Il nous a appris que, sur les 900 000 assistés sociaux que l'on compte en Ontario, cette province qui est la pièce maîtresse de notre économie, plus de 400 000 sont des jeunes. Il faut bien réfléchir à ce que cela veut dire. Il y a beaucoup de villes qui essaient désespérément de subvenir aux besoins de milliers de personnes qui ont faim.

À propos d'alimentation, il faut signaler que 6 p. 100 des bébés qui naissent au Canada ont un poids inférieur à la normale, ce qui est une cause importante de difficultés de développement. Le nombre des naissances est inversement proportionnel à l'importance du revenu. Une étude de dix ans sur les effets d'une amélioration du régime des femmes pauvres a permis d'examiner l'effet d'une alimentation complémentaire sur un important groupe de femmes enceintes. En moyenne, on a donné à ces femmes un supplément de seulement 530 calories, y compris 32 grammes de protéine. Les bébés de ces femmes ont eu le même taux de mortalité prénatale et prématurée que les bébés de familles plus riches. Ils étaient en bien meilleure santé que d'autres bébés nés dans des cliniques publiques et que les autres enfants nés des mêmes mères auparavant. En d'autres mots, il ne coûte pas cher de sauver ces bébés et de leur donner un bon départ dans la vie.

Le taux de mortalité infantile est deux fois plus élevé chez les familles pauvres que chez les familles ayant les niveaux de revenus les plus élevés.

Je pourrais vous fournir d'autres statistiques du genre, mais cela n'aurait que pour effet de me déprimer et, j'en suis sûr, de déprimer les nombreux députés qui s'intéressent à cette question. Nous essayons d'instaurer un nouveau climat afin que les Canadiens puissent discuter avec nous, parce qu'ils savent que nous sommes conscients de leurs craintes et de leurs incertitudes.

À l'époque où j'ai grandi, et c'est certainement vrai aussi pour d'autres députés, les Canadiens n'auraient jamais cru qu'ils verraient le jour où l'on parlerait, dans d'autres pays, des enfants qui meurent de malnutrition au Canada. Pourtant, tous ceux d'entre nous qui connaissent la vie dans les réserves savent que c'est une réalité quotidienne. De même, ceux d'entre nous qui se rendent dans les hôpitaux du centre-ville d'endroits comme Winnipeg savent à combien peu tient la vie de nombreux

jeunes enfants qui vivent dans des conditions dont ils ne sont pas responsables et qu'ils ne seront jamais en mesure de changer si nous n'intervenons pas.

Il est intéressant de voir certains projets au coeur des villes. J'ai assisté à un événement samedi qui m'a rappelé combien nous en savons peu sur notre pays. Il y avait là des personnes tellement heureuses de pouvoir jouer une partie de hockey, d'avoir un endroit où mettre leurs patins et de manger un hot-dog. Il n'y a rien de luxueux là-dedans. Pourtant, nous sommes en train d'oublier ici certains éléments fondamentaux dont ont besoin les gens pour vivre une vie agréable. Il faut se rappeler que sans ces éléments fondamentaux, la vie des gens perd son sens.

Au nombre des études importantes qui ont été publiées cet été au sujet des soins de santé, il y a celle du professeur Thompson de l'organisme HEAL, en juin 1991. Cette étude, qui porte sur le soutien du gouvernement fédéral en matière de soins de santé, devrait être présentée au Parlement en raison du nombre de façons dont le gouvernement fédéral a miné le programme. Dans son rapport, le professeur Thompson écrit:

Il est clair que les récentes mesures fédérales ont rendu plus difficile pour les provinces le maintien des niveaux actuels de services de santé assurés et non assurés, et ont rendu encore plus difficile l'élaboration de nouveaux programmes dans les secteurs de la prévention de la maladie et de la promotion de la santé.

Compte tenu des propos formulés par le ministre il y a quelques minutes et selon lesquels les provinces ne dépendent pas de façon appropriée, le ministre serait peut-être curieux de voir comment le professeur Thompson en est arrivé à ces conclusions.

Les données fournies par le P^F Thompson sur le montant d'argent retiré du système comptent parmi les plus impressionnantes que j'aie vues. Il estime, et le groupe HEAL abonde dans son sens, que, de 1986-1987 à 1995-1996, le gouvernement fédéral aura retiré 42 milliards de dollars du FPE au chapitre de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Songez-y, 42 milliards de dollars de moins dans le système. Ce sont ces coupes sombres qui ont des effets dévastateurs d'un océan à l'autre. Au chapitre de la santé, 30 milliards de dollars, et au chapitre de l'éducation postsecondaire, 12 milliards. Et on se demande pourquoi les frais de scolarité augmentent. On se demande pourquoi les universités ne se renouvellent pas. On se demande pourquoi le système s'effrite. Mais alors, bien entendu, on ne dit pas que le gouvernement vient de retrancher 12 milliards de dollars du système.